



Un nouveau court-métrage visualise un accident à Mühleberg

Fukushima à la centrale nucléaire de Mühleberg — quelles conséquences?

Berne, le 6 septembre 2012. **185 000 habitants de la région entre Mühleberg, Berne, Sursee et la Reuss doivent quitter leur domicile pour toujours. Contamination d'une surface de 10 000 km², équivalant à un quart du territoire suisse. Le séjour au bord du lac de Biel est dangereux, les eaux dégagent un fort rayonnement radioactif pour des décennies. C'est ce qu'illustre le nouveau film d'animation intitulé «Quelles conséquences, si Fukushima se produit à Mühleberg?» (www.aefu.ch)**, produit par les Médecins en faveur de l'environnement (MfE), les Médecins pour la responsabilité sociale / pour la prévention d'une guerre atomique (PSR/IPPNW) et Greenpeace. Ce film présenté aujourd'hui lors d'une conférence de presse à Berne se fonde sur les résultats d'une nouvelle étude effectuée par un cabinet de recherche de renom, le «Öko-Institut Darmstadt». La conclusion est claire: si Fukushima se produit à la centrale nucléaire de Mühleberg, une bonne partie de la Suisse sera détruite. C'est pourquoi il faut immédiatement arrêter cette centrale vétuste.

Un nuage radioactif qui se dégagerait de la centrale nucléaire de Mühleberg atteindra la capitale suisse en l'espace d'une heure seulement. Du fait de l'intensité du rayonnement, 90 000 personnes devront être évacuées immédiatement de Berne et des environs, selon la loi sur l'énergie nucléaire. Mais où rediriger ces personnes dans l'urgence? Le film d'animation «**Quelles conséquences, si Fukushima se produit à Mühleberg?**» (www.aefu.ch) illustre de manière frappante les conséquences catastrophiques d'une fusion du cœur à Mühleberg. Il s'agit d'une visualisation des résultats d'une nouvelle étude effectuée par l'Öko-Institut Darmstadt.

Protection dérisoire en cas de catastrophe

La centrale nucléaire de Mühleberg compte 40 ans de service. Il est évident que la construction est vieillie et que l'acier s'est détérioré avec le temps. «La population est à la merci d'une construction d'acier vieillie. En cas de rupture, comme à Fukushima, les conséquences seront désastreuses pour la santé des habitants, et pour le pays tout entier», explique le Dr Claudio Knüsli, de PSR/IPPNW. La Suisse n'est simplement pas préparée à gérer une catastrophe nucléaire. C'est ce que prouve le rapport IDA-NOMEX du 22 juin 2012 adressé au Conseil fédéral: absence de concepts d'évacuation, prise en charge médicale déficiente, états-majors de catastrophe en partie inopérants car surmenés après quelques jours déjà, contact avec la centrale nucléaire avariée possible uniquement par le réseau de téléphone public. «Cette situation est contraire à la loi fédérale sur l'énergie nucléaire, qui pose comme condition impérative à l'exploitation des centrales, et donc de Mühleberg, l'existence d'une protection efficace en cas de catastrophe», ajoute le Dr Peter Kälin, président des MfE.

Les autorités acceptent la destruction d'une bonne partie de la Suisse

Après Fukushima, les exploitants de Mühleberg et les autorités admettent que la loi n'est pas respectée. Ils tentent donc de revoir la protection en cas de catastrophe pour maîtriser un accident majeur. Or les recherches de l'Öko-Institut Darmstadt établissent clairement qu'il est impossible d'assurer la protection de la population en cas d'accident nucléaire majeur. Dès lors, que font les autorités? Elles enjolivent la situation. «Pour nous en tant que médecins, c'est inacceptable», dit le Dr Kälin. La conclusion du Dr Claudio Knüsli: «Vouloir développer la protection en cas de catastrophe, c'est tenter de justifier le maintien de la centrale nucléaire de Mühleberg. En continuant d'autoriser Mühleberg, les autorités acceptent de fait la destruction d'une bonne partie de la Suisse.» C'est pourquoi MfE, PSR/IPPNW et Greenpeace exigent l'arrêt immédiat de la centrale de Mühleberg – c'est la protection des êtres humains qui est en jeu.

A consulter en ligne sur www.aefu.ch, www.ippnw.ch et www.greenpeace.ch: le film d'animation, le rapport de l'Öko-Institut Darmstadt et des documents complémentaires.

Contact:

Christian Küppers, Öko-Institut Darmstadt

0049 170 562 63 97

Dr en médecine Peter Kälin, président MfE

079 636 51 15

Dr en médecine Claudio Knüsli, comité directeur PSR/IPPNW

079 435 90 72

Florian Kasser, chargé de campagne «nucléaire» Greenpeace

076 345 26 55